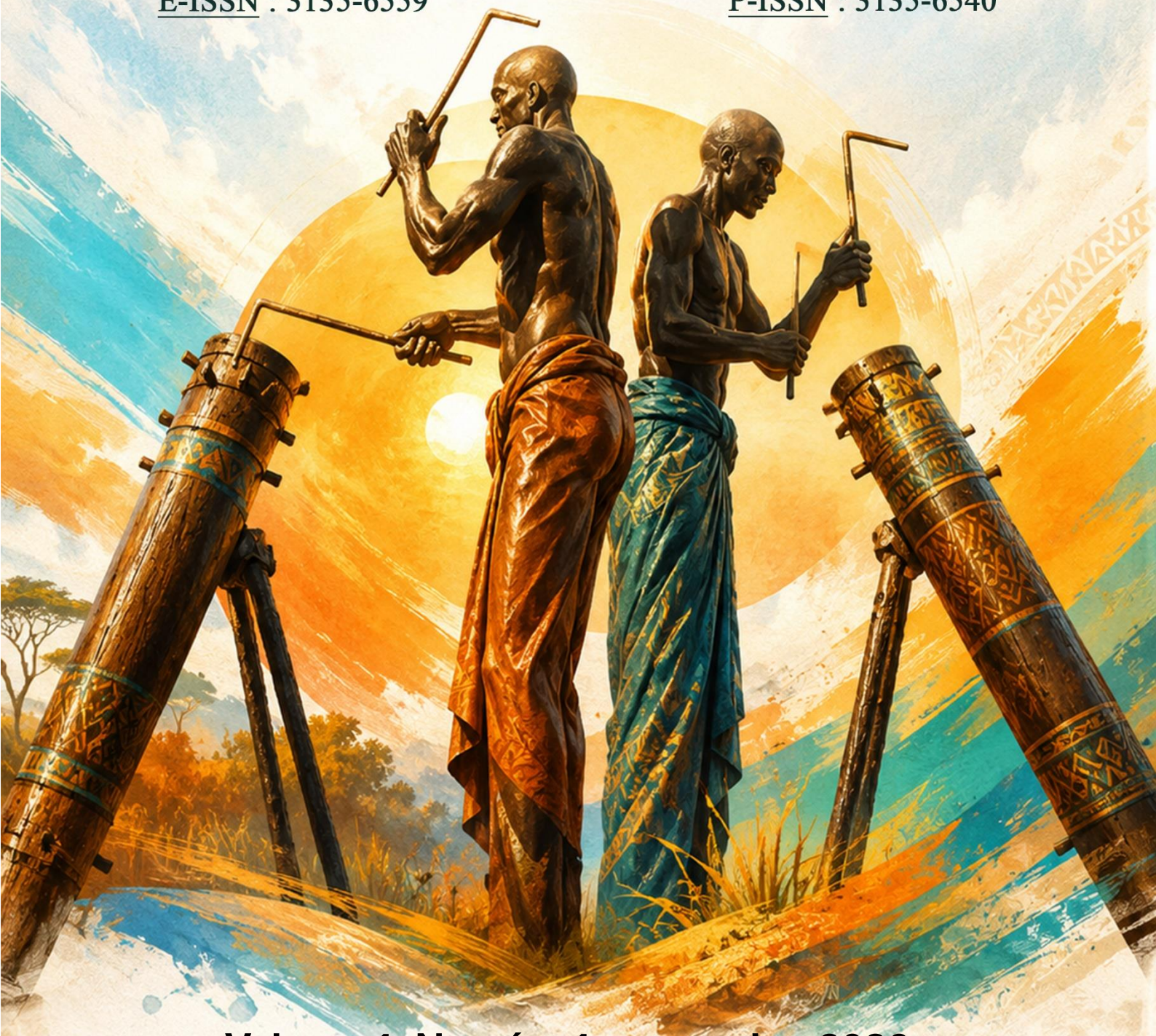


REVUE ATTOUNGBLAN

Lettres - Communication - Arts - Sciences humaines et sociales

E-ISSN : 3135-6559

P-ISSN : 3135-6540



Volume 1, Numéro 1, septembre 2026

www.revueattoungblan.net

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur de publication

KOUADIO Konan Hubert
Maître de Conférences
Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Secrétariat et rédaction

Dr KOUAMÉ Kouakou Daniel, Maître-Assistant, Germanistique, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

KOUAKOU Kouadio Sanguen, Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Professeur Ahouli Akila, Germanistique, Université de Lomé (Côte d'Ivoire)

Professeur FAYE Ousseynou, Histoire, Université Cheick Anta Diop (Dakar)

Professeur GNÉBA Kokora Michel, Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Professeur Klaus VAN EICKELS, Histoire, Université Otto-Friedrich de Bamberg (Allemagne)

Professeur KONÉ Vamara, Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Professeur KOUAMÉ Abo Justin, Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Professeur TOH Zorobi Philippe, Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr KONAN Koffi Syntor (MC), Espagnol, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr YÉO Lacina (MC), Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

COMITÉ DE LECTURE

Dr AGOSSAVI Simplicie (MC), Germanistique, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Dr ALLABA Djama Ignace (MC), Germanistique, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr BAH Jean-Joël (MC), Philosophie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr BALLY Claude Koré (MC), Sociologie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr DANHO Yayo Vincent (MC), Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr DIARASSOUBA Bazoumana (MC), Géographie, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr KPAO SARÉ Constant (MC), Germanistique, Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Dr M'BRA Kouakou (MC), Anglais, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr NOGBOU M'Domou Éric (MC), Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Dr PALÉ Miré Germain (MC), Espagnol, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Dr YANGRA Aboua François (MC), Sciences du langage, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

PRÉSENTATION DES MANUSCRITS

ATTOUNGBLAN n'accepte que des articles inédits et originaux en français, anglais, allemand ou espagnol. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

Les auteurs sont invités à respecter les délais qui leur seront communiqués, sous peine de voir la publication de leurs travaux repoussée au numéro suivant.

1. Structure de l'article

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots maximum], Mots clés [5 mots maximum] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots au plus], Mots clés [5 mots au plus] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

2. Longueur de l'article

Quelle que soit la nature de l'article, sa longueur maximale, incluant aussi bien le texte principal que les résumés, les notes et la documentation, doit être comprise **entre 5000 et 8000 mots**.

3. Formats d'enregistrement et d'envoi

Tous les articles doivent nous parvenir obligatoirement en version numérique.

Texte numérique (Word)

3.1 Traitement de texte

La saisie de l'article doit être effectuée avec traitement de texte Word, obligatoirement en **police Times New Roman de taille 12, interligne (1,15)**.

La mise en forme (changement de corps, de caractères, normalisation des titres, etc.) est réalisée par l'équipe éditoriale de la revue. Les césures manuelles, le soulignement, le retrait d'alinéa ou de tabulation pour les paragraphes sont proscrits. Une ligne sera sautée pour différencier les paragraphes.

Pour la ponctuation, les normes sont les suivantes : un espace après (.) et (,) ; un espace avant et après (;), (:), (?), et (!). Les signes mathématiques (+, —, etc.) sont précédés et suivis d'un espace.

L'utilisation des guillemets français (« ») doit être privilégiée. Les guillemets anglais (" ") ne doivent apparaître qu'à l'intérieur de citations déjà entre guillemets.

Les chiffres incorporés dans le texte doivent être écrits en toutes lettres jusqu'au nombre cent. Au-delà, ils le seront sous forme de chiffres arabes (101, 102, 103...)

Les siècles doivent être indiqués en chiffres romains (I, II, III, IV, X, XX).

Les appels de note doivent se situer après la ponctuation.

3.2. Le texte imprimé

Le texte comporte une marge de 2,5 cm sur les quatre bords.

4. Pagination

Le document est paginé de la page de titre aux références bibliographiques, en pagination continue.

5. Références bibliographiques

S'assurer que toutes les références bibliographiques indiquées dans le texte, et seulement celles-ci, s'y trouvent. Elles doivent être présentées selon les normes suivantes :

5.1. Bibliographie

– **Pour un ouvrage :**

PICLIN Michel, 2017, *La notion de transcendance : son sens, son évolution*, Paris, Armand Colin.

– **Pour un article de périodique :**

IGUE Ogunsola, 2010, « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », *Revue internationale de politique de développement*, vol. 1, No. 2, p. 119-138.

– **Pour un article dans un ouvrage :**

ZARADER Marlène, 1981, « Être et Transcendance Chez Heidegger », dans Martin KAPPLER (dir.), *Métaphysique et Morale*, Paris, L'Harmattan, p. x-y.

– **Pour une thèse :**

OLEH Kam, 2008, « Logiques paysannes, logiques des développeurs et stratégies participatives dans les projets de développements ; l'exemple du projet Bad-Ouest en Côte d'Ivoire », Thèse unique de doctorat, Institut d'Ethnologie, Université Cocody, Côte D'Ivoire.

5.2. Sources

– **Pour les sources écrites :**

Nom de la structure conservant le document (Centre d'archives), fonds, carton ou dossier, titre du document, année (exemple : GGAEF — 4 (1) D39 : Rapport annuel d'ensemble de la colonie du Gabon, en 1939.

– **Pour les sources orales :**

Nom(s) et prénom(s) de l'informateur, numéro d'ordre, date et lieu de l'entretien, sa qualité et sa profession, son âge et/ou sa date de naissance.

6. Références et notes

6.1. Appel de référence

Dans le texte, l'appel à la référence bibliographique se fait suivant la méthode du premier élément et de la date, entre parenthèses. En d'autres termes, les références des ouvrages et des articles doivent être placées à l'intérieur du texte en indiquant, entre parenthèses, le nom de l'auteur précédé de l'abréviation de son prénom, l'année et/ou la (les) page(s) consulté(es), suivis de deux points. Exemple : (A. Koffi, 2012 : 54-55).

Si plusieurs références existent dans la même année pour un même auteur, faire suivre la date de a, b, etc., tant dans l'appel que dans la bibliographie : (A. Koffi, 2012a).

À partir de trois auteurs, faire suivre le premier auteur de et *al.* : (K. Arnaud et *al.* 2010). Quand il est fait appel à plusieurs références distinctes, on séparera les différentes références par un point-virgule (;) : (E. Kedar, 1978, 1989 ; E. Zadi, 1990).

6.2. Références aux sources

Les références aux sources (orales ou imprimées) doivent être indiquées en note de bas de page selon une numérotation continue.

6.3. Notes de bas de page

Les explications ou autres développements explicitant le texte doivent être placés en notes de bas de page correspondante (sous la forme : 1, 2, 3, etc.). Ces notes infra-paginales doivent être exceptionnelles et aussi brèves que possible.

6.4. Citations

Le texte peut comporter des citations. Celles-ci doivent être mises en évidence à partir de lignes ; retrait gauche (1 cm) et droite (1 cm) en interligne simple, en italique et entre guillemets.

– Les **citations courtes** (1, 2 ou 3 lignes) doivent être entre guillemets, en français à l'intérieur des paragraphes en police 12, interligne (1,5).

– **Les citations longues** (4 lignes et plus) doivent être sans guillemets et hors texte, avec un retrait de 2 cm à gauche et à droite et interligne simple (1), police -1.

– **Les Crochets** : Mettre entre crochets [] les lettres ou les mots ajoutés ou changés dans une citation, de même que les points de suspension indiquant la coupure d'un passage [...].

Remarque : La citation dans une langue autre que celle de l'article est accompagnée d'une traduction dans la langue de l'article. Cette traduction est mise en bas de page, suivie de la mention entre parenthèses : (Notre traduction).

NB: Les citations en anglais ne sont pas à traduire en bas de page, quelle que soit la langue de rédaction de la contribution.

Exemples de références de citation sont intégrées au texte :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998 : 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...)».

- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile qui, dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991 : 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

- Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

« le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères ». (S. Diakité, 1985 : 105).

7. Les documents non textuels

7. 1 Illustrations

L'ensemble des illustrations, y compris les photographies, doit impérativement accompagner la première expédition de l'article. En plus de chaque original, l'auteur fournira une copie aux dimensions souhaitées pour la publication : pleine page, demi-page, sur une colonne, etc. Au dos seront portés le nom du ou des auteurs, le numéro de la figure, l'indication du haut de l'illustration. La justification maximale est de 120 mm de largeur sur 200 mm de hauteur pour une illustration pleine page. Les textes portés sur les illustrations seront en Garamond.

7.2 Dessins originaux

Ils seront soit tracés à l'encre de Chine, soit issus de traitement informatique imprimé dans de bonnes conditions. Dans ce dernier cas, on évitera les trames dessinées. Pour les objets lithiques, les croquis dits « schémas diacritiques » gagneront à être accompagnés des dessins traités en hachures valorisantes qui, eux, montrent la morphologie technique.

7.3 Documents photographiques

Les documents doivent être parfaitement nets, contrastés et être fournis sous forme de fichier numérique ; enregistrés pour « PC » (Photoshop ©/niveaux de gris 300 ppi ou bitmap 600 ppi/Tiff/taille de publication dans Illustrator © ou tout autre logiciel de dessin vectoriel/EPS/textes vectorisés).

7.4 Tableaux

La revue n'assure pas la composition des tableaux. Ils devront être remis sous forme de fichiers Acrobat © PDF (print/niveau de gris/taille de publication/300dpi) ou Illustrator © (EPS/niveau de gris/taille de publication/300dpi), respectant la justification et la mise en pages de la revue. Privilégier les fontes Garamond.

7.5 Échelles

Aussi souvent que possible, la représentation grandeur nature sera recherchée. Lorsque la réduction s'impose, l'auteur aura soin de prévoir une échelle de réduction constante pour une même catégorie de vestiges. Pour chaque carte ou plan, l'auteur donnera une échelle graphique, ainsi que la direction du Nord. Pour les objets dessinés ou photographiés, une échelle, si possible constante, accompagnera chaque pièce ou ensemble de pièces.

7.6 Titres des illustrations, photos et tableaux

Toutes les illustrations, toutes les photos et tous les tableaux doivent avoir des titres. Ces titres sont obligatoirement placés en dessous des illustrations, des photos ou des tableaux.

7.7 Légendes

L'auteur accordera un soin particulier à la qualité des légendes. Les illustrations, les photos, les tableaux et leurs légendes constituent souvent le premier contact du lecteur avec l'article. Les légendes doivent être placées en dessous des titres.

7.8 Appels des illustrations, photos et tableaux

Dans le texte, l'auteur doit obligatoirement indiquer l'appel aux illustrations, photos ou tableaux. Cet appel doit être en chiffres arabes : (fig. 1), (tabl. 2), (pl. 3 - fig. 4), etc.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Études germaniques

1. **KOUAME Kouakou Daniel, TRAORÉ Youssoufou** 9-28
Religion als Ressource kultureller Resilienz im Zeitalter der Globalisierung
2. **Tchima Rolland KONE, Tenin YEO** 29-43
Relevanz Der Kulturvermittlung Im Daf-Unterricht in der Côte d'Ivoire am Beispiel des Lehrwerks *ihr und wir Plus 3*
3. **Sibiri Micaël OUATTARA** 44-58
Beitrag des Staates zur Resozialisierung devianter Jugendlichen in der Côte d'Ivoire: Fall der Insassen des „Centre d'Observation des Mineurs“ in Bingerville

4. **Massimlawè HAKAKAWA** 59-77
Erzählen als Widerstand: Literarische Strategien des Erinnerns und Erzählens in Fred Wanders Roman *Der siebente Brunnen*

Anglais

5. **Marius Eder BROU, Konan Blaise KOUADIO** 78-93
Fictionalizing the Discursive Legitimation of Power in George Orwell's *Animal Farm*

Études hispaniques

6. **Bonzallé Hervé SAKOUM, Gore Patrice TIPENIN** 94-111
Saverio el Cruel de Roberto Arlt: una vanguardia del existencialismo y de lo absurdo latinoamericano

Lettres Modernes

7. **Kouakou Gildas KONAN, Nouho KONATÉ** 112-128
Les isotopies sémantiques du mensonge politique dans le jeu démocratique : cas de *L'Enfant qui disparaît est une lettre d'alphabet* de Josué Guébo et *Pages en feu* d'Emmanuel Toh Bi

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

8. **Francis Pacôme KOUAKOU, Anado Jean Michel AHIZI** 129-144
Communication institutionnelle et rôle de la MUGEF-CI dans le développement social durable : vers une couverture santé équitable et pérenne des fonctionnaires et agents de l'État ivoirien
9. **Tiémoko Euloge Konan ZERBO, Katcha Richmond KOUACOU** 261-277
Les jeunes dans le jeu politique ivoirien : militants supplétifs consentants ou bétail électoral ?

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

10. **Djro Bilestone Roméo KOUAMENAN, Logbou Kouso Marie Flora GOSSAN** 145-162
Sexualité, domination et colonisation : images et imaginaires raciaux et sexués dans les colonies africaines (début du XV^e siècle-milieu du XX^e siècle)
11. **Kouadio Alexandre DJAMALA, A. Bérénice-Carel TANO, Kpassigué Gilbert KONE** 163-176
Les dispositifs idéologiques de la « mort » et le contrôle social des « vivants » en pays wan et mona
12. **Fanta Dada PETEL** 199-211
Vendre du lait au péril de sa sécurité : les défis majeurs des productrices Mbororo face aux violences de genre

Philosophie

13. **Jean-Baptiste KOFFI** 177-189
L'épistémologie canguilhemienne : penser la norme du vivant

14. Bazoumana SANOGO

190-198

La raison d'état face aux droits du migrant international à partir d'Hannah Arendt

Anthropologie et sociologie

15. Tanyo Boniface KONE, N'Zué KONAN

212-225

Inégalités socio-spatiales dans l'accès aux services de santé publics dans le district sanitaire de Bouaké nord-ouest : l'ancrage de la médecine traditionnelle dans l'accès aux soins

16. Ibrahima Alamako KEITA, Lanfia KABA, Aboubacar 1 SYLLA

226-245

Feux de brousse et conséquences sur les écosystèmes de la commune rurale de de Gbérédou Baranama en Guinée

Sciences de l'éducation

17. Moussa Fadiala BOCOUM

246-260

Dynamiques et enjeux de la gestion de la Faya et du mont mandingue, massifs forestiers classés au Mali

,

Les jeunes dans le jeu politique ivoirien : militants supplétifs consentants ou bétail électoral ?

Young People in Ivorian Politics: Willing Auxiliary Activists or Electoral Pawns?

Tiémoko Euloge Konan ZERBO

Assistant

Enseignant-chercheur

Sciences du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara (Bouaké - Côte d'Ivoire)

eulogeb27@gmail.com

Katcha Richmond KOUACOU

Maitre-assistant

Enseignant-chercheur

Sciences du Langage et de la Communication,

Université Alassane Ouattara (Bouaké - Côte d'Ivoire)

ORCID iD : 0009-000-3553-1065

katchakouacou@gmail.com

Résumé

Depuis le retour au multipartisme au début des années 1990, les jeunes ivoiriens jouent un rôle contrasté dans l'arène politique. Fortement sollicitée dans le challenge électoral, la jeunesse demeure pourtant absente des cercles de décision et des instances de pouvoir. Elle est aussitôt congédiée à l'issue des processus électoraux après avoir servi d'instrument de campagne. Cette étude interroge ainsi la nature de la relation entre la jeunesse et les acteurs politiques sur la période allant de 1990 à nos jours. Elle pose la question centrale suivante : les jeunes constituent-ils des militants politiques consentants ou servent-ils de bétail électoral dans le jeu politique ivoirien ? Cet article se propose d'analyser les mécanismes par lesquels les acteurs politiques ont érigé la jeunesse ivoirienne en ressource électorale malléable. Il montre comment certains facteurs sociaux et économiques stéréotypés sont exploités par les politiques pour mobiliser une jeunesse peu coûteuse et politiquement rentable. À travers le diagnostic réalisé à partir d'un sondage au sein de l'opinion publique, cet article relève les causes et conséquences de cette instrumentalisation à divers niveaux et formule des recommandations, essentiellement, à l'égard des jeunes, à même de leur procurer une reconnaissance sociale.

Mots clés : Jeunesse ivoirienne, acteurs politiques, instrumentalisation, clientélisme, bétail électoral

Abstract

Since the return to a multi-party system in the early 1990s, young Ivorians have played a mixed role in the political arena. Whilst heavily relied upon during election campaigns, young people remain absent from decision-making circles and centres of power. They are promptly dismissed once the electoral process is over, having served as campaign tools. This study therefore examines the nature of the relationship between young people and political actors over the period from 1990 to the present day. It poses the following central question : are young people willing political activists, or do they serve as electoral fodder in Ivorian politics? This article sets out to analyse the mechanisms through which political actors have turned Ivorian youth into a malleable electoral resource. It demonstrates how certain stereotypical social and economic factors are exploited by politicians to mobilise a cheap and politically profitable youth vote. Based on an analysis of the results of a public opinion survey, this article identifies the causes and consequences of this exploitation at various levels and sets out recommendations, primarily aimed at young people, which are designed to secure them social recognition.

Keywords : Ivorian youth, political actors, instrumentalisation, clientelism, electoral fodder

Introduction

Le retour au multipartisme, en 1990, a reconfiguré le champ politique ivoirien autour de données démographiques, ethniques et sociales (J-N. Loucou, 2021). Cette renaissance marquant la rupture avec le monolithisme politique observé jusque-là, a permis l'émergence de nombreuses figures politiques désireuses de briguer la magistrature suprême du pays et par ricochet, se lancer à la conquête de divers postes électifs. Cette conjoncture donnait déjà d'observer un climat politique relativement délétère traduit par le zèle des politiques, principalement, convoiteurs du fauteuil présidentiel (P. Bakong, 2014). Puis, le décès du président Houphouët-Boigny en décembre 1993, qui rebattait les cartes pour sa succession, n'a fait qu'exacerber des tensions politiques souterraines visant à revendiquer, pour chacun, la légitimité de sa succession. Ainsi, les manœuvres de ces protagonistes pour persuader l'électorat et tenter d'accéder au pouvoir se sont davantage intensifiées. Dans ce contexte, la jeunesse constituant la majorité de la population ivoirienne¹, devient un vivier électoral considérable que les politiques vont tenter de convaincre lors des échéances électorales. Les jeunes sont ainsi continuellement mobilisés pour servir de force d'appoint à l'occasion des challenges électoraux. Ces ambitions de pouvoir, parfois effrénées des politiques, se nourrissent de promesses mirobolantes visant à appâter ces jeunes en quête de reconnaissance sociale, afin de bénéficier de leur adhésion (J. Atchoua, 2016). Toutefois, cette jeunesse est aussitôt méprisée et jetée aux orties à l'issue des processus électoraux.

Ce paradoxe est l'émanation d'une instrumentalisation politique subtile de la jeunesse ivoirienne comme ressource électorale ; qui, faute d'opportunités sociales et économiques avenantes, accepte ou négocie, parfois, les conditions de cette exploitation. Selon J-F. Médard (1992), ces rapports entre les politiques et la jeunesse reposent plutôt sur la redistribution sélective et la loyauté achetée que sur l'adhésion idéologique. Cette réalité peut également s'appréhender comme étant le fruit d'une relation asymétrique entre les élites politiques et les jeunes. Dans un tel système, les jeunes constituent une entité singulièrement vulnérable du fait de leur précarité économique, leur manque d'autonomie sociale et leur disponibilité qui les rend conséquemment, malléables. À cet égard, P. Chabal et J-P. Daloz (1999), soutiennent que cette précarité est délibérément entretenue par les politiques de sorte à avoir une jeunesse à leurs ordres. Cet autruchisme² fulgurant des gouvernants à l'égard des préoccupations juvéniles échappe, pourtant, à l'intelligence de nombreux jeunes en raison

¹ La jeunesse constitue une part importante de la population ivoirienne. Le dernier Recensement General de la Population et de l'habitat de 2021 atteste que les jeunes représentent les ¾ de la population.

² Autruchisme, fait de ne pas se soucier d'une réalité ou d'un danger. Dans ce contexte, il traduit l'attitude de mépris des politiques face aux préoccupations des jeunes ivoiriens. En d'autres termes, on parle de politique de l'autruche.

de leur panurgisme ou de leur attachement affectif immodéré à un leader politique qui transcende un quelconque programme politique, dicit B. Manin (1995). Cette dérive personnaliste omniprésente dans la politique ivoirienne constitue un élément facilitateur de l'asservissement de la jeunesse. Pour P. Braud (2011), cette mobilisation partisane se fonde sur la production d'émotions collectives insidieuses et la promesse de reconnaissance sociale. Ce mode opératoire fait office d'artifice pour les politiques dans la mesure où il réussit à susciter constamment une mobilisation massive des jeunes en périodes électorales à telle enseigne que pour de nombreuses voix, la jeunesse ivoirienne s'assimile à un bétail électoral au service des politiques.

Cette grille de lecture permet de relever les modalités de captation de la jeunesse ivoirienne et les embûches mises en œuvre par les appareils politiques depuis 1990 pour atteindre leurs objectifs. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente étude qui se propose de porter un regard analytique sur ce fait à travers les interrogations suivantes : Comment la communication politique contribue-t-elle à la construction de l'adhésion et à la mobilisation électorale des jeunes en Côte d'Ivoire ? Quels sont les principaux ressorts de la communication politique mobilisés pour susciter l'adhésion des jeunes ? Quel(s) regard(s) les jeunes portent-ils sur les discours et stratégies de mobilisation déployés par les acteurs politiques à leur endroit ? Dans quelle mesure les conditions socio-économiques érigent-elles les jeunes en des militants supplétifs consentants ou à un bétail électoral ?

Ces interrogations permettent de formuler les hypothèses ci-après : la communication politique contribue à la construction de l'adhésion des jeunes davantage par des dispositifs discursifs que par la seule incitation matérielle. Les ressorts de la communication politique mobilisés auprès des jeunes reposent principalement sur un ethos identificatoire et une mise en scène que sur une argumentation structurée. Les jeunes perçoivent les discours déployés à leur endroit comme étant des artifices visant uniquement leur mobilisation plutôt qu'une prise en compte réelle de leurs préoccupations. La précarité économique et les conditions sociales déplorables des jeunes favorisent leur engagement en politique en tant que des militants supplétifs consentants ou un bétail électoral. Ces hypothèses seront examinées à travers les données recueillies par notre enquête de terrain. Cette étude empirique met en lumière l'assentiment des ivoiriens sur ce phénomène sociopolitique. Elle s'évertue à questionner les causes et les conséquences liées à l'instrumentalisation des jeunes dans la politique ivoirienne avant de formuler des recommandations à l'endroit desdits jeunes.

1. Cadre théorique et méthodologique

Il convient, à ce niveau de la réflexion, d'évoquer le cadre théorique et le cadre méthodologique qui sous-tendent notre étude.

1.1 Cadre théorique

Le retour au multipartisme en Côte d'Ivoire, au début de la décennie 1990, a suscité l'engagement politique des jeunes sous la prédation des chapelles politiques en quête de militants massifs. Cette collaboration intervenant particulièrement à l'occasion des périodes électorales, interroge la nature du lien qui unit les jeunes aux différents partis qui les sollicitent. De ce point de vue, deux lectures principales émergent dans la littérature classique. D'une part, la théorie de l'hégémonie de A. Gramsci (1978), qui souligne que l'adhésion politique des gouvernés n'est pas exclusivement tributaire de la coercition subie par ceux-ci. Mais également d'une direction intellectuelle et morale qui provoque leur adhésion. Dans cette perspective, le jeune militant, même supplétif, demeure un acteur consentant, nonobstant le rapport de force asymétrique qui le lie au politique. Le contexte ivoirien illustre parfaitement cette théorie. Les travaux de R. Banégas (2010) sur les jeunes patriotes d'Abidjan montrent que la mobilisation de ces derniers relève d'une subjectivation politique véritable qui recherche une quête d'émancipation générationnelle vis-à-vis des hiérarchies sociales établies. Et J-F. Médard (*op. cit.*), de soutenir que l'adhésion partisane s'inscrit trivialement dans une logique d'échanges matériels, avantages, interrogeant ainsi le gain stratégique des adhérents dans l'engagement. L'auteur décrit, en effet, le clientélisme ambiant des rapports entre les politiques représentant les patrons, disposant de ressources et des jeunes érigés en clients qui leur offrent, en retour, loyauté et soutien électoral.

D'autre part, la seconde lecture se veut davantage critique et réduit cet engagement à de l'instrumentalisation. L'expression « bétail électoral » prend tout son sens dans ce cas de figure, dans la mesure où le jeune militant devient une ressource comptable, dépourvu de toute agentivité. Cette approche conduit ainsi à une analyse des médiations discursives qui sous-tendent l'idée selon laquelle l'adhésion est manifestement concrète. À propos, les travaux de Charaudeau sur le contrat de communication politique sont édifiants. Il observe que : « *ce n'est pas le logos qui pour mieux passer serait habillé d'ethos et de pathos, mais l'ethos et le pathos qui fabriquent du logos* », P. Charaudeau (2005 : 236). L'auteur défend l'idée que l'ethos et le pathos ne participent pas uniquement à l'enrobage d'un discours rationnel. Tant s'en faut, ils contribuent à fabriquer ce discours lui-même. Le consentement des jeunes est donc produit par des dispositifs rhétoriques, des mises en scène de la proximité et du chef ainsi que des stratégies d'identification. Parallèlement, E. Goffman (1973 : 29), note que « *la façade n'est autre que l'appareillage symbolique utilisé habituellement par l'auteur, à dessein ou non, durant sa représentation.* »

Cette assertion de l'auteur met en lumière les manœuvres ourdies par les politiques pour présenter un décor trompeur aux jeunes à l'effet de les amener à adhérer à leurs desideratas. Il s'agit de pratiques politiques récurrentes, parfois peu orthodoxes, qui visent à mystifier une masse

importante de la jeunesse, trivialement amorphe. Dans ce même paradigme, E. Herman et N. Chomsky (2008), évoquent la théorie de la fabrication du consentement. Ils font valoir que les médias et les élites fabriquent le consentement des masses à l'aide de mécanismes propagandistes. L'adhésion juvénile à la convoitise des politiques n'est pas spontanée. Elle est orchestrée par un travail symbolique intense des organes politiques et leurs relais médiatiques. Cette sélection arbitraire de l'information est également notifiée par R. Entman (1993), par la théorie de cadrage (framing), à travers laquelle il avance que les médias sélectionnent certains aspects de la réalité pour les rendre saillants dans un message communicationnel. Les élites politiques ivoiriennes, par le biais des médias qui sont, globalement, à leur solde, ont cadré la contribution juvénile comme étant un devoir patriotique auquel les jeunes doivent absolument obéir. Cette approche est formatée par les médias à l'effet de persuader la jeunesse tout en occultant le caractère d'assujettissement du message.

1.2 Cadre méthodologique

La jeunesse ivoirienne est constamment en proie aux vicissitudes de la vie sociale qui se veut de plus en plus complexe depuis quelques décennies. Cette conjoncture constitue un terreau fertile pour l'accomplissement des ambitions électorales des politiques face à cette jeunesse visiblement très vulnérable et encline à consentir à des dessous-de-table déshonorants et serviles. Dans l'espace public, de nombreuses voix s'indignent face à cette réalité qui compromet, selon elles, l'avenir de ceux qui constituent la relève de la nation. Dans le cadre de cette étude, il nous a convenu de sonder la population ivoirienne afin de recueillir son assentiment à ce sujet, le sondage constituant un outil de mesure important permettant de déterminer l'opinion prévalente d'un groupe ou d'un public concernant un sujet donné. Il est certes illusoire d'obtenir l'opinion individuelle de chacun des citoyens. C'est pourquoi, un échantillon a été constitué pour témoigner de l'opinion collective prédominante au sein de cette population. Comme le note R. Cayrol (2007), il n'y a pas d'opinion collective mesurable autre que l'opinion sondagière. Notre étude s'évertue, ainsi, à mettre en relief cette opinion publique inhérente à la place des jeunes dans la politique ivoirienne en tant que militants supplétifs consentants ou bétail électoral.

1.2.1 Taille de l'échantillon et cible

Après avoir sondé la population ivoirienne, notre échantillon obtenu est composé de deux cent vingt (220) personnes. Les individus interrogés sont essentiellement des personnes de la société civile, témoins de la réalité politique ivoirienne. Le sondage a duré quatre (4) semaines, s'étendant du 29 juillet au 26 août 2026. Les données ont été recueillies à l'aide d'un questionnaire que nous leur avons soumis. Nous avons opté pour la diversité raisonnée. Les répondants à notre questionnaire résident dans différentes villes de la Côte d'Ivoire dont Bouaké, Abidjan, Korhogo, Yamoussoukro, Man,

Dimbokro, San-Pedro et Daloa. Parallèlement, déterminer le genre des participants à notre enquête revêtait un caractère important pour l'analyse de nos données. Cela nous a permis de savoir, entre autres, la gent qui accorde plus d'intérêt à la politique. Toutefois, le sondage était ouvert aux personnes majeures et adultes. Par conséquent, l'âge minimal requis pour y participer était dix-huit (18) ans. Outre ces aspects, des aptitudes de littératie permettant aux répondants de renseigner le questionnaire et porter un jugement personnel et critique sur les questions soumises, étaient exigées. Conformément à la nature de notre étude, nous avons choisi la méthode probabiliste d'échantillonnage pour réaliser notre sondage. Notre choix s'explique par le fait que cette méthode garantit une meilleure représentativité de l'échantillon par rapport à la population totale estimée à plus de trente-trois (33) millions d'habitants en 2026, selon worldometer³. Cela donne l'opportunité à chaque individu qui obéit aux critères susdits, la même probabilité d'être sélectionné.

Il convient de notifier que la taille de notre échantillon n'est pas volontaire. Les chiffres obtenus n'ont pas été intentionnellement et préalablement définis. Ils témoignent, de facto, du nombre de personnes qui ont accepté de répondre à notre questionnaire après les avoir sollicitées. Dans la même veine, notre sondage n'a pas été circonscrit à une catégorie donnée de professionnels au risque que les résultats obtenus s'apparentent, pour certains observateurs, à l'émanation de l'opinion d'un groupe choisi arbitrairement et donc, pas représentatif du public ivoirien. Dans le souci d'éviter toute interprétation péjorative allant dans ce sens, nous avons jugé approprié d'ouvrir le sondage à l'ensemble des citoyens ivoiriens et ceux vivant en Côte d'Ivoire de toutes les couches sociales, de sorte à concerner tout le monde et permettre à un public plus varié de s'exprimer.

1.2.2 Méthodes de traitement de données

Compte tenu de la nature des résultats attendus, nous avons principalement utilisé la méthode quantitative dans le cadre du traitement des données de notre étude. Le choix de cette méthode se justifie par la présence de données chiffrées ou numériques dans nos résultats. Ces données nous ont servi d'appui pour analyser certaines opinions ou en lien avec les citoyens sondés en vue d'établir des relations statistiques.

1.2.3 Analyse des données

Notre corpus est essentiellement constitué des résultats obtenus à la suite de notre enquête de terrain auprès de la population ivoirienne. L'évocation de la question de l'engagement et la place des jeunes dans la politique ivoirienne s'explique par la dualité de notre posture. En clair, nous nous sommes intéressés à ce phénomène en tant que citoyen, observateur critique mais aussi en arborant

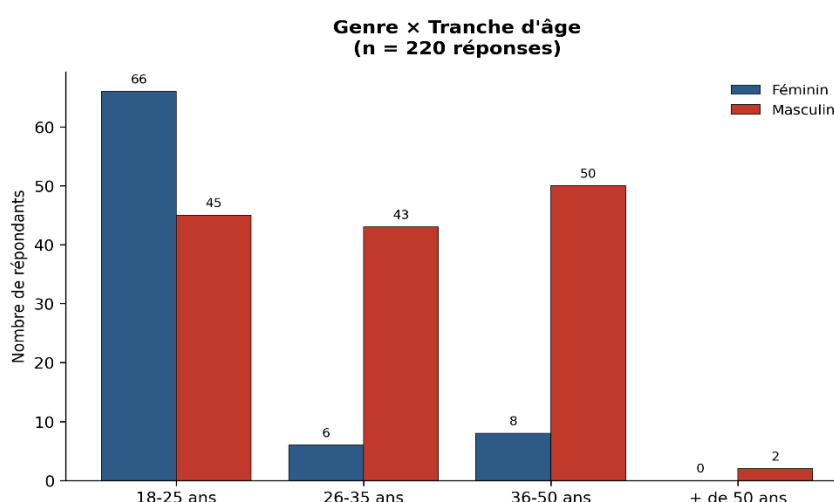
³ https://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/cote-d-ivoire-population/#google_vignette

notre manteau de chercheur pour porter un regard scientifique sur le sujet en notre qualité de spécialiste en communication politique. Notre analyse tente de décrire la conjoncture de l'ensemble des jeunes engagés en politique et la forme de communication politique mise en œuvre par les partis politiques pour mobiliser une masse importante de ces jeunes militants dans le cadre des différentes élections. Outre ces éléments, notre réflexion nous a conduit à l'examen du contexte social et politique à l'effet d'examiner les motivations sous-jacentes de leur engagement dans le continuum politique. Somme toute, notre analyse des données passe en revue l'ensemble de ces questions tout en nous polarisant sur les résultats de notre sondage en vue de mettre en lumière les points de vue dominants de l'opinion publique à ce sujet.

2. Résultats

Notre sondage réalisé au sein de la population ivoirienne par le biais de notre échantillon a permis d'obtenir les résultats qui suivent, traduits par les graphiques infra. Ces figures sont également accompagnées de brèves analyses et ont pour source commune, notre enquête.

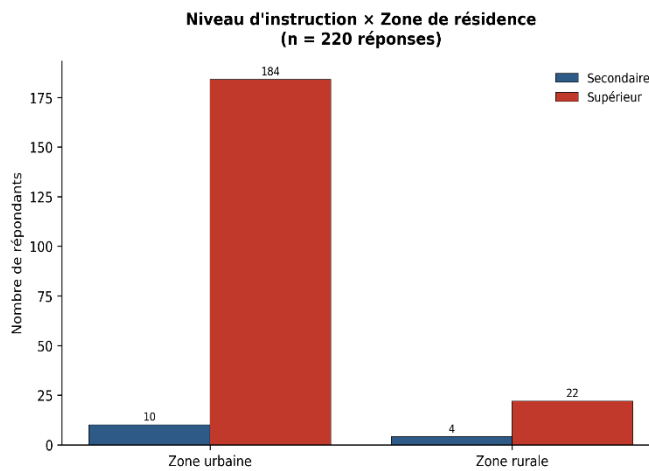
Figure 1 : Croisement du genre des répondants et leur tranche d'âge



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Ces résultats donnent d'observer que le nombre de répondants du genre masculin (140) est nettement supérieur à celui du genre féminin (80), sur un total de 220 répondants. Au niveau des femmes, 66 ont entre 18 et 25 ans, 6 ont entre 26 et 35 ans, 8 ont entre 36 et 50 ans et aucune n'a plus de 50 ans. Chez les hommes, la répartition est un peu plus équilibrée : 45 ont entre 18 et 25 ans, 43 entre 26 et 35 ans, 50 ont entre 36 et 50 ans et 2 ont plus de 50 ans. On peut également voir que la tranche 18-25 ans, regroupe la majorité des femmes (soit 66 sur 80) correspondant à 82%. Alors que chez les hommes, les trois tranches : 18-25 ans ; 26-35 ans et 36-50 ans, ont des effectifs proches (45 ; 43 et 50)

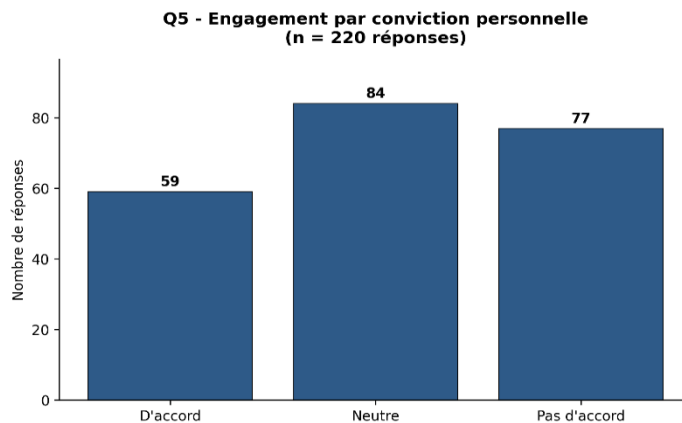
Figure 2 : Croisement du niveau d’instruction des répondants et leur zone (urbaine ou rurale) de résidence



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Ce graphique révèle que sur les 220 répondants, 194 résident en zone urbaine et 26 en zone rurale. En zone urbaine, 184 ont un niveau d’instruction supérieur et 10 ont un niveau secondaire. Par contre, en zone rurale, 22 ont un niveau supérieur et 4, un niveau secondaire. Le niveau supérieur domine dans les deux zones. Il représente ainsi 184 sur 194, soit 94% des répondants urbains et 22 sur 26, soit 85% des répondants ruraux. Le niveau secondaire reste minoritaire partout avec 10 personnes en zone urbaine et 4 en zone rurale.

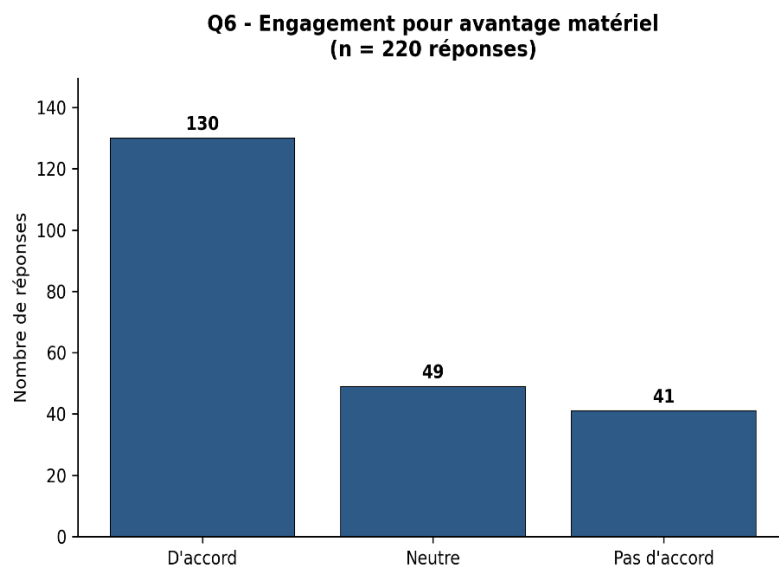
Figure 3 : Nature de l’engagement des jeunes dans la politique



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Les données de cette figure montrent que sur les 220 répondants, 84 se déclarent neutres face à l’idée que “l’engagement politique des jeunes” relève d’une conviction personnelle. 77 sont en désaccord avec cette opinion pendant que 59 marquent leur accord.

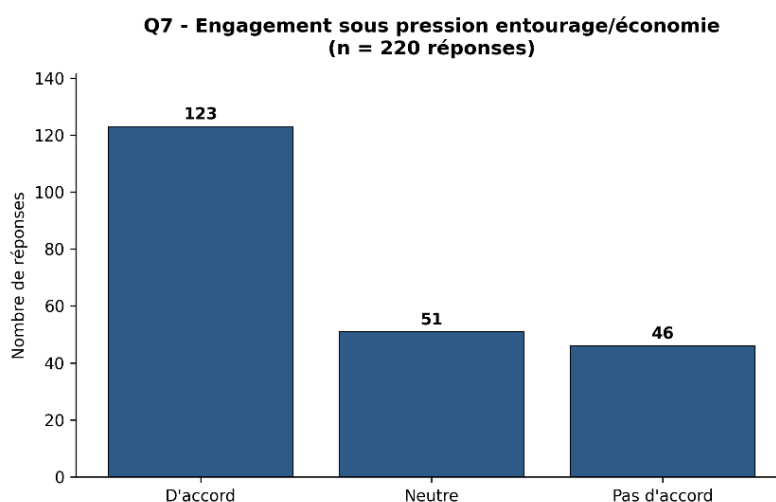
Figure 4 : Motif de l'engagement des jeunes ivoiriens en politique



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Sur les 220 répondants, 130 soutiennent l'idée que l'engagement politique répond à un avantage matériel. Ils représentent 59% de l'échantillon. 49 sont neutres et constituent 22% et 19%, représente le pourcentage des participants en désaccord.

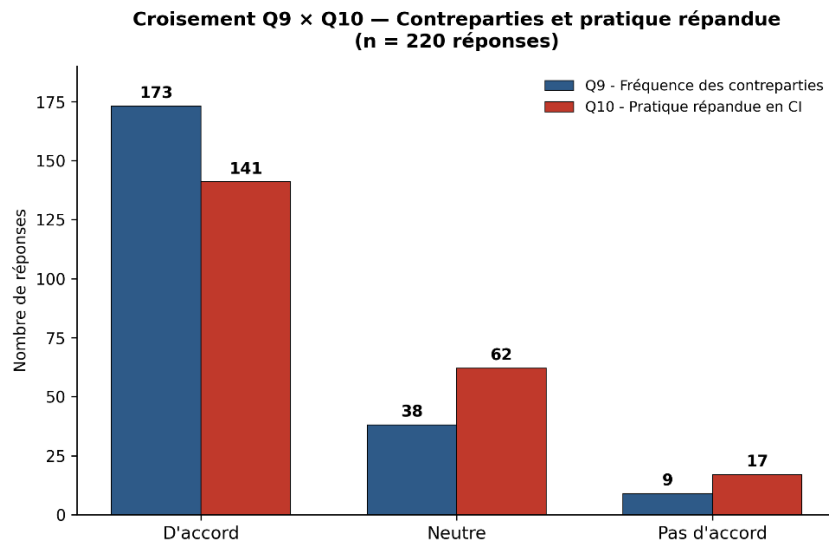
Figure 5 : La pression de l'entourage et ou du manque de ressources économiques



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : 123 personnes sur les 220 répondants adhèrent à l'idée selon laquelle "l'engagement s'explique par la pression de l'entourage ou de la situation économique". 51 se veulent neutres et 46 sont contre cette idée.

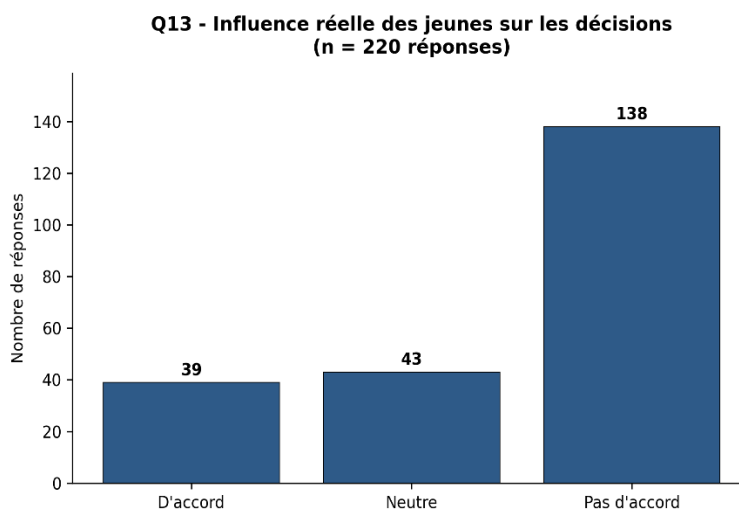
Figure 6 : Croisement des diverses contreparties reçues par les jeunes et l'expansion de cette pratique



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Sur les 220 répondants, 173 sont d'accord sur le fait que les jeunes ivoiriens reçoivent fréquemment des contreparties (argent, emploi, avantages divers) pour leur participation politique. 141 soutiennent que cette pratique répandue en Côte d'Ivoire, soit, un écart de 32 réponses. La catégorie « neutre » est plus élevée (62) pour la fréquence de la pratique que pour les contreparties (38). Et le désaccord reste faible dans les deux cas. Les deux questions affichent donc la même tendance dominante : l'accord est majoritaire. Néanmoins, il y a davantage d'adhésion au sujet de l'existence des contreparties. Les répondants sont un peu plus catégoriques sur la fréquence concrète des contreparties que sur le caractère « répandu » de la pratique à l'échelle du pays où une part plus importante a préféré rester neutre.

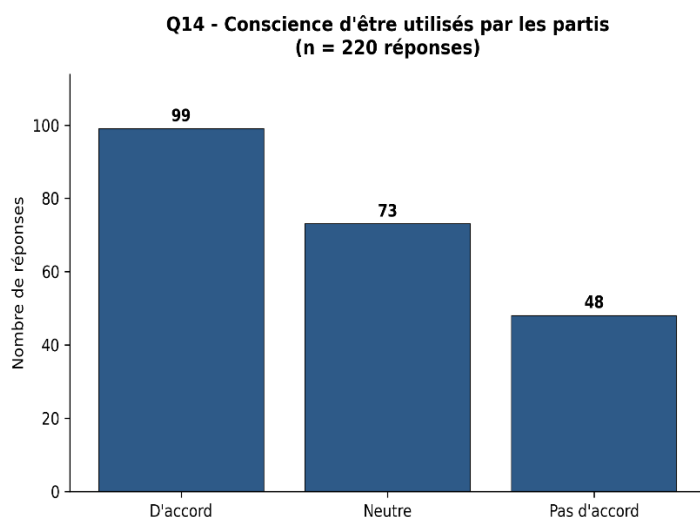
Figure 7 : Influence des jeunes sur les décisions politiques



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : 138 des 220 participants au sondage réfutent l'idée selon laquelle les jeunes ont une influence réelle sur les décisions. 43 ont une opinion neutre et 39 sont, par contre, d'accord avec cette conception. On remarque que les répondants qui ne sont pas d'accord dominent les résultats liés à cette question avec 63% de l'échantillon.

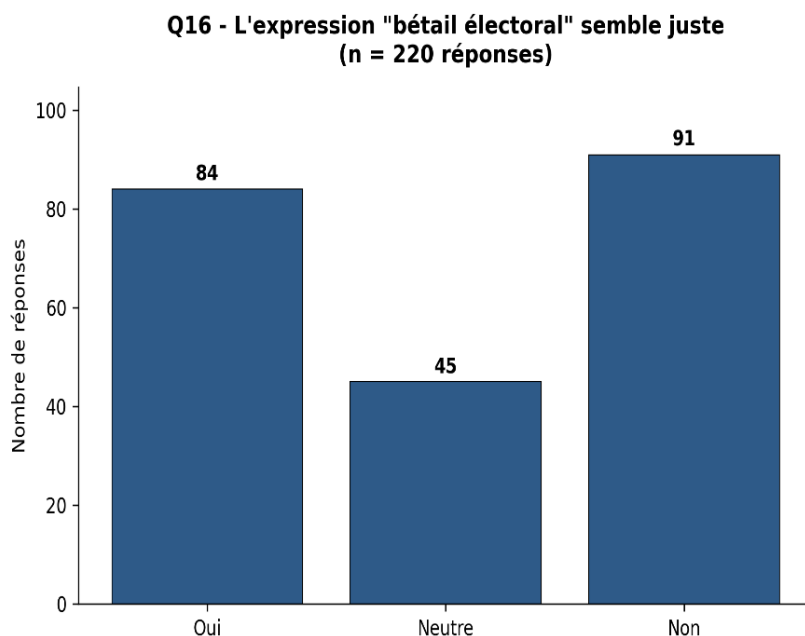
Figure 8 : Les jeunes sont conscients d'être utilisés par les politiques



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : 99 intervenants sur 220 adhèrent à l'idée que les jeunes ont conscience d'être utilisés par les partis. 73 ont choisi d'être neutres. Par contre, 48 rejettent cette perception des choses.

Figure 9 : Les jeunes militants ivoiriens considérés comme un bétail électoral



Source : Enquête réalisée par nous-même (Juillet-Août 2026)

Analyse : Concernant l'appréhension des jeunes militants ivoiriens comme étant un bétail électoral, les réponses obtenues révèlent des avis mitigés au sein de l'opinion publique. 91 individus sur les 220

répondants estiment que l'expression « bétail électoral » ne semble pas juste. 45 parmi eux ont choisi d'être neutres. En revanche, 84 d'entre eux, approuvent cette appréhension.

3- Synthèse des principaux résultats

Les résultats issus du sondage auprès des 220 répondants donnent de conclure, notamment, sur le plus plan démographique, que les femmes qui y ont participé, sont concentrées dans la tranche d'âge de 18 à 25 ans pour 82% d'entre elles. Quant aux hommes, ils sont uniformément repartis sur toutes les tranches d'âge. Le niveau d'instruction supérieur domine considérablement l'échantillon, autant en zone urbaine (95%) qu'en zone rurale (85%). Outre cet aspect, les résultats laissent entrevoir un rejet de la conviction personnelle comme motif d'engagement au profit de l'avantage matériel (59%) et de la pression économique sociale (56%). La pratique des contreparties est admise comme très fréquente (79%) d'approbation des répondants et répandue en Côte d'Ivoire avec 64%. L'opinion publique estime que les jeunes militants ivoiriens n'ont nullement d'influence réelle sur les décisions des partis (63%). Une frange importante de l'échantillon soutient que ces jeunes ont conscience d'être instrumentalisés. S'agissant de l'expression « bétail électoral », elle divise. 41% désapprouvent cette perception tandis que 38% considèrent qu'elle a tout son sens dans le contexte politique ivoirien. Cette synthèse nous conduit à la discussion de l'ensemble de nos résultats obtenus à la suite du sondage.

4- Discussion

L'examen des résultats de notre sondage réalisé au sein de l'opinion publique s'attèlera à mettre en relief plusieurs aspects liés à cette conjoncture de la place des jeunes dans la politique ivoirienne en tant que militants supplétifs consentants ou bétail électoral. Il s'agit des causes et conséquences inhérentes à ce phénomène. In fine, nous ferons des recommandations principalement, à l'égard des jeunes dans l'optique de les inviter à reconsidérer la manière dont ils entrent en politique et la font.

4.1 Les causes liées à l'instrumentalisation des jeunes militants par les politiques

Ces causes sont d'ordre économique. Elles concernent également le canal de représentation et la fabrication du consentement.

4.1.1 Les causes économiques

Les données recueillies par notre sondage montrent empiriquement que les jeunes ivoiriens n'entrent pas en politique par conviction personnelle. Mais ils recherchent plutôt à faire face à un besoin de survie face aux contraintes sociales. Ces données corroborent l'hypothèse trois qui soutient

que la précarité économique et les conditions sociales déplorables des jeunes, favorisent leur engagement en politique en tant que des militants supplétifs consentants ou bétail électoral. Leur engagement en politique est donc une réponse rationnelle à la précarité économique dans laquelle ils vivent plutôt qu'un choix idéologique. Dès lors, l'arithmétique du ventre entre en jeu. À propos, les africains eux-mêmes parlent de « politique du ventre », selon J.-F. Bayart (1989). Dans ce paradigme, les obédiences politiques deviennent des pourvoyeuses, par excellence, de ressources diverses (argent, emploi, statut social), dans un contexte de marasme économique. La lecture clientéliste de J.-F. Médard (op. cit.), prend ainsi tout son sens dans cette conjoncture où les politiques dorent la pilule à des jeunes désillusionnés à travers des discours et promesses captieux pour rechercher leur consentement face à des ambitions électorales.

Dans le même ordre d'idées, J. Scott (1976) parle de l'économie morale. Il évoque la précarité économique des jeunes ivoiriens qui les expose à une forme d'allégeance politique et crée les conditions d'une économie morale de l'engagement partisan. Ces manœuvres politiciennes réduisent la jeunesse en une ressource électorale manipulable, à volonté, pourvu que des contreparties financières ou matérielles lui soient proposées. Cette instrumentalisation traduite par une passivité et une célérité à acquiescer des discours politiques fallacieux, surtout en périodes électorales, érige pour certains citoyens, cette jeunesse en un bétail électoral. D'autant plus qu'une fois les urnes fermées, les promesses qui lui ont été faites ne voient jamais le jour. Elle n'apparaît nullement dans les instances de décision. Comme le note F. Akindès (2004), les crises politiques en Côte d'Ivoire ont mis en scène une jeunesse fortement mobilisée au nom de certains idéaux qu'elle n'a jamais été autorisée à incarner dans les sphères du pouvoir. La majorité des participants à notre sondage soutiennent que l'attestent les jeunes ont conscience d'être utilisés. Toutefois, cela n'empêche pas leur soutien massif apporté aux politiques lors des élections. Cette coexistence entre lucidité et participation continue cadre parfaitement avec la notion de militant supplétif consentant que nous évoquons.

4.1.2 La fermeture du canal de représentation et la fabrication du consentement

Le désabusement est permanent chez les jeunes militants car ils réalisent que les opinions et préoccupations ne sont aucunement prises en compte par les politiques après leurs élections, en dépit des serments souvent prononcés solennellement. Le fait de n'avoir aucune influence sur les décisions et l'absence de cadre de participation délibérative, poussent les jeunes vers une logique d'échange transactionnel. Les périodes électorales représentent, pour eux, la seule alternative capable de leur permettre de bénéficier de quelques faveurs des politiques. C'est d'ailleurs ce qui explique la fréquence et le phénomène des contreparties comme le témoignent les participants au sondage. Cette réalité laisse entrevoir, parallèlement, que l'instrumentalisation ne repose pas sur la contrainte, mais

plutôt sur un système de rétribution à l'instar de l'hégémonie gramscienne (*op. cit.*) : les partis politiques ne forcent pas l'adhésion des jeunes, mais ils l'orchestrent parfois par le biais d'un encadrement discursif. Ce constat atteste que la première hypothèse qui avance que les politiques mobilisent les ressorts de la communication politique pour persuader les jeunes. Cette observation souligne, notamment, l'ethos identificatoire et la mise en scène orchestrés par les politiques dans la fabrication du consentement des jeunes, selon Charaudeau (*op. cit.*). Cela se perçoit à travers une dimension affective et symbolique, la rhétorique de l'espoir alliées à la construction d'une image de proximité, de solidarité, l'usage de codes culturels langagiers jeunes et, la mise en relief d'un storytelling, souvent fictif visant à appâter les jeunes.

De facto, les discours rhétoriques des acteurs politiques tels que : « je suis également issu d'une famille modeste. Je sais donc ce que vous vivez », « si je suis élu, je créerai les conditions pour que chaque jeune puisse avoir un emploi », ou « vous êtes la relève du pays, une fois au pouvoir, des places de choix seront accordées à vous les jeunes dans ma gouvernance » ; ne sont que des miroirs aux alouettes conçus pour rechercher l'adhésion des jeunes. Toutefois, la majorité des répondants à notre sondage estime que les partis politiques se contentent de mobiliser les jeunes sans réellement les consulter. Par ricochet, les jeunes ont conscience d'être utilisés, selon la plupart de ces répondants. Ces données confirment la seconde hypothèse qui stipule que les jeunes perçoivent majoritairement les discours et stratégies de mobilisation comme instrumentaux plutôt que comme une réelle prise en compte de leurs préoccupations. Cette perception interroge la portée réelle du consentement hégémonique tel que théorisé par A. Gramsci (*op. cit.*).

4.2 Les conséquences liées à la fabrication du consentement

Ces conséquences sont perceptibles aux niveaux politique, psychosocial et démocratique.

4.2.1 Les conséquences d'ordre politique

Au niveau politique, la fabrication de l'adhésion des jeunes donne d'observer une dépolitisation paradoxale. La non prise en compte des opinions des jeunes induit leur absence dans les instances décisionnelles. Ainsi, l'omission d'une démocratie représentative suscite un profond désenchantement chez les jeunes qui escomptent quelque gratitude à l'effet de pallier leurs diverses infortunes, après qu'ils ont été fortement mobilisés lors des challenges électoraux. Cette réalité accentue les logiques de clientélisme entre les politiques et les jeunes constamment en quête de reconnaissance sociale. Il y a une érosion du discours partisan. Le rejet de la conviction personnelle comme motif d'engagement est l'expression d'une désillusion vis-à-vis du discours politique. Le choix du militantisme supplétif au détriment de la conviction idéologique signifie que le continuum politique s'est dépourvu de sa fonction délibérative pour s'ériger en un marché de services. Par

ricochet, la culture démocratique s'affaiblit crescendo dans un contexte où une démocratie de façade fondée sur la mobilisation plutôt que la délibération est promue. Et cela impacte défavorablement sur les valeurs citoyennes, pourtant, socle identitaire d'une nation.

4.2.2 Les conséquences psychosociales

La fabrication du consentement des jeunes ivoiriens par les politiques traduit une volonté manifeste d'entretien de la précarité de ces jeunes comme condition de la dépendance politique. La théorie s'apparente à cette déduction : plus les jeunes manquent d'emploi et d'autonomie financière et plus, ils sont vulnérables et aptes à succomber aux pots-de-vin qu'on leur propose. Ce modus operandi des politiques laisse transparaître une stigmatisation sociale des jeunes. De facto, c'est une génération considérable des jeunes qui est sacrifiée sur l'autel des ambitions des élites politiques. Leur énergie productive est détournée vers une politique partisane aux antipodes du bien commun et de leurs intérêts en tant que jeunes dont leur insertion professionnelle et indépendance sociale. Cependant, l'ambivalence du rapport conscience /action, relevée par les résultats de notre sondage, montre que les jeunes ont conscience de leur instrumentalisation. Cela souligne une conséquence psychosociale majeure. Les jeunes ne sont pas dupes, mais le fossé entre la lucidité et l'action produit une sorte de résignation stratégique plutôt qu'une rupture. Cette attitude sous-tend notre notion de militantisme supplétif consentant.

4.3 Particularité et limites de notre étude

La question de l'engagement des jeunes dans la politique, en Côte d'Ivoire, alimente moult conversations au sein de l'espace public. La précarité dans laquelle subsistent les jeunes nonobstant leur forte implication dans les élections pour l'accession au pouvoir des politiques, suscite des sentiments mitigés de nombreux citoyens. Cette étude s'est proposée de mettre en relief le point de vue global de l'opinion publique ivoirienne après l'avoir sondée à partir d'un échantillon représentatif. Elle vise, ainsi, à traduire la voix de celle-ci, à ce sujet, à l'effet d'interpeler les acteurs « jeunes » à reconsidérer leur comportement. Toutefois, la principale limite de notre étude réside dans l'absence d'entretiens avec des politiques et des groupements politiques de jeunes. Cela aurait consolidé davantage les résultats de notre sondage.

4.4 Recommandations

Il serait opportun que la société civile renforce les organisations de la jeunesse. Ces entités doivent demeurer indépendantes des appareils partisans afin de développer des espaces de délibération politiques autonomes pour et par les jeunes. Dans ce sens, il revient aux jeunes de s'approprier les outils numériques qui constituent une tribune d'expression politique autonome. Cela

pourrait leur permettre de mettre en œuvre des réseaux de solidarité juvénile indépendants des logiques clientélistes. En outre, il leur appartient de développer une conscience politique critique face aux stratégies de recrutement partisan. Bien qu'ils soient conscients, pour la majorité, d'être exploités et qu'ils y adhèrent en raison de leurs conditions de vie disgracieuses ; plusieurs d'entre eux sont, toutefois, en proie à un faible cognitivisme incapable de leur concéder l'aptitude de déceler les biais d'une communication politique. Pour cette frange de la jeunesse, s'instruire s'avère indispensable dans l'optique de développer un esprit critique. Pour ce faire, ils ont besoin de se faire former car un individu instruit est moins manipulable et est en mesure d'user de ses ressources intellectuelles pour se construire un statut social avenant. Aussi l'instruction est-elle un facteur favorable à une certaine réussite en politique.

Conclusion

La présente étude s'est évertuée à examiner l'engagement des jeunes ivoiriens dans la politique en tant que militants supplétifs consentants ou bétail électoral. À la lumière des résultats issus de notre sondage réalisé au sein de l'opinion publique, il convient d'affirmer que de nombreux jeunes militent sans conviction personnelle, mais se sentent contraints de le faire en acceptant certaines contreparties en vue d'assouvir des besoins primaires. Ils sont donc consentants bien que conscients de l'instrumentalisation dont ils font l'objet par les politiques. En revanche, d'autres sont subjugués et se font leurrer par les promesses mirobolantes des politiques. Cette disposition permanente consciente ou inconsciente des jeunes militants à servir d'instrument privilégié lors des échéances électorales aux politiques, amène certaines voix publiques à les assimiler à un bétail électoral. Cet article s'inscrit dans le champ de la communication politique et signale les pratiques politiques manipulatoires visant l'exploitation des jeunes à des fins électorales. Il interpelle le pouvoir politique sur les risques liés à ce phénomène qui compromet l'avenir de la jeunesse, censée être l'élite de demain. Ce phénomène déshonorant mais qui profite à des politiques prédateurs, altère la démocratie et révoque en doute sa vraisemblance dans le continuum politique ivoirien.

Références bibliographiques

- AKINDÈS Francis, 2004, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA
- ATCHOUA N'Guessan Julien, 2016, *Les espaces publics informels en Afrique*. « Sorbonne ». « agoras et parlements ». « grins ». Paris, L'Harmattan
- BAKONG Patrice Emery, 2014, *Les déterminants de la violence organisée en Afrique : analyse comparée des conflits armés en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo*. Publibook
- BANEGAS Richard, 2010, « La politique du 'gbonhi'. Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte d'Ivoire », *Revue Génèses*, n°81, p. 25-44

- BAYART Jean-François, 1989, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- BRAUD Philippe, 2011, *Sociologie politique*. Paris : LGDJ-10^e édition
- CAYROL Roland, 2007, *La revanche de l'opinion. Médias, sondages, Internet*, Paris, Éditions Jacob-Duvernét
- CHABAL Patrick et DALOZ Jean-Pascal, 1999, *Africa Works : Disorder as Political Instrument*. Oxford : James Currey
- CHARAUDEAU Patrick, 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert.
- GOFFMAN Erving, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne, tome 1*, trad. fr., Paris, Les Editions de Minuit.
- GRAMSCI Antonio, 1978, *Cahiers de prison*. Paris : Gallimard
- HERMAN Edward S. et CHOMSKY Noam, 2008, *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*. Marseille : Agone.
- LOUCOU Jean-Noël, 2021, *Le parti démocratique de Côte d'Ivoire Rassemblement démocratique africain, d'Hier à Demain*. Paris, l'Harmattan
- MANIN Bernard, 1995, *Principes du gouvernement représentatif*. Paris : Calmann-Levy
- MEDARD Jean-François, 1992, « Le 'Big Man' en Afrique : esquisse d'analyse du politicien entrepreneur. » *L'année africaine*, p. 167-192
- SCOTT James Colin, 1976, *The Moral Economy of the Peasant : Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven & London : Yale University Press.
- WORLDOMETER, 2026, Population totale de la Côte d'Ivoire, sur https://www.worldometers.info/fr/population-mondiale/cote-d-ivoire-population/#google_vignette , consulté le 09 septembre 2026 à 18h 05 mn